

parce que pas assez évolué politiquement, dans quel groupe de puissances il tombera un jour ou il s'unira de son plein gré. Alors que l'Europe se remet à vivre et à espérer, le spectre de la guerre se montre en maints endroits de la terre et fausse le jeu international. Il en naît une incertitude malsaine, un déséquilibre commercial. Cet état de choses nous invite à être prudents. Le Gouvernement semble orienté dans la bonne voie. Nous aiderons de toutes nos forces à l'y maintenir. C'est la rançon de notre prospérité et de notre bonheur. Il vaut mieux la payer en prudence qu'en catastrophes.

Développement du commerce international, écoulement de nos produits agricoles, soutien de la prospérité par des mesures appropriées, secours à l'habitation, aide à l'éducation, prévention des grèves, sécurité sociale, préservation de la santé, voilà autant de normes d'une bonne administration. Pour ajouter à la sécurité sociale, s'il m'était permis de faire une suggestion au Gouvernement, je crois que le peuple canadien verrait d'un bon œil, pour autant que les finances du pays le permettraient, l'établissement d'un système de pension aux invalides nécessiteux.

Le Gouvernement, jusqu'à présent, a songé aux aveugles, aux vieillards, aux enfants; une certaine province paie une pension aux mères nécessiteuses. Le temps est venu de songer à ces pauvres misérables, infirmes pour la vie, par accident ou par naissance, qui regardent le bonheur des autres avec une sombre tristesse. Un système de pension en leur faveur soulagerait leur peine. La gratitude de l'État réparerait dans une bien mince mesure pour eux l'ingratitude de la vie.

Si nous faisons marcher de pair le progrès scientifique et le progrès social, nous éloignerons le communisme. Le communisme est la philosophie du désespoir. Lorsque le désespoir s'incruste dans l'âme de beaucoup d'individus, il est des hommes qui s'offrent d'en faire une force, à la condition que les désespérés se résignent à devenir des esclaves. Il y a en Russie dix millions de travailleurs forcés. Alors que le Canada a été la première nation à ratifier le Pacte de l'Atlantique-Nord et que le premier ministre a été l'un des premiers inspirateurs de cet Acte des libertés et de la sécurité des peuples, les députés communistes, dans les gouvernements adhérant au Pacte, s'y sont opposés au nom de la paix. C'est en évitant, à l'intérieur de nos frontières, les conflits de races et de classes les déboires économiques, que nous réussirons le mieux à convaincre le communiste que, comme le disait un économiste français:

La liberté reste encore ce qu'on a trouvé de mieux pour donner à chacun et à tous la somme maximum de dignité et de bonheur.

[M. Boisvert.]

Il ajoutait:

La grande solution aux problèmes d'après-guerre est là, non seulement pour la France, mais aussi pour l'univers.

Pour qu'il en soit ainsi, il faudra faire avancer le progrès social au même rythme que le progrès matériel.

Un bulletin mensuel d'une des plus importantes banques du Canada s'exprime ainsi:

Malgré tous les nouveaux moyens de fabriquer ce que nous désirons, il est un besoin qui n'a pas encore reçu toute l'attention qu'il mérite. Nous n'avons pas résolu le problème des milliers de complications que le nouveau train de vie a apportées dans les relations humaines. La société n'a pas aboli la distance entre les besoins sociaux et la science sociale de la même manière que nous avons aboli celle entre les besoins matériels et les sciences physiques.

Il faut penser à l'avenir. Il faut préparer les plans pour satisfaire aux besoins de l'avenir. Pour notre propre préservation, celle de la société et de la race humaine, il faut consacrer toute notre énergie à des fins utiles et penser aux conséquences sociales de nos actes.

Le Canada est une démocratie dirigée par un gouvernement libéral. Nous avons espoir qu'il réalisera les désirs du peuple canadien: vivre en paix, libre, heureux et soumis à des lois éclairées.

Le souvenir que nous gardons du Roi et de la Reine rend sensible à nos âmes canadiennes le retour à la santé de Sa Majesté le Roi. Nos prières pour son rétablissement ont été entendues. Dieu soit loué!

J'ai bien conscience de n'avoir pu rendre à l'honneur qui m'a été fait celui d'avoir été à la hauteur de la tâche que j'ai acceptée avec trop de témérité.

(Traduction)

M. Arthur Laing (Vancouver-Sud): Monsieur l'Orateur, mes premières paroles en cet honorable Parlement seront des paroles de remerciements et de reconnaissance au premier ministre (M. St-Laurent) et à ses collègues qui m'ont accordé l'insigne honneur d'appuyer la motion tendant à l'adoption d'une Adresse en réponse au très gracieux discours qu'a prononcé hier Son Excellence le gouverneur général. Je me souviendrai toujours que cet honneur,—et, monsieur l'Orateur, en ce moment c'est pour moi une lourde responsabilité,—est bien moins un hommage à ma personne qu'à la belle province d'où je viens et aux habitants de ma circonscription de Vancouver-Sud.

Il convient que, moi qui habite notre province la plus occidentale, je profite de l'occasion pour souhaiter la bienvenue en ce Parlement aux représentants élus de la grande et belle province de Terre-Neuve. J'ai le ferme espoir qu'ils se plairont ici et que leur province grandira dans l'atmosphère de liberté et d'égalité qui caractérise la famille canadienne.